

CONFÉRENCE

Les héritiers de Pierre Werner face à une nouvelle crise

Écrit par **Camille Frati**

Publié to 07:19



Covid-19 oblige, Werner Hoyer (BEI) et Klaus Regling (MES) conversaient depuis Luxembourg avec les autres intervenants de la conférence. (Photo : Laurent Antonelli /Blitz)



Écoutez cet article

6:15

De Christine Lagarde à Pascal Donohoe, des intervenants de choix ont rappelé lors d'une conférence mardi l'héritage du rapport Werner, alors

que l'UE et la zone euro sont confrontées à une nouvelle crise synonyme d'intégration renforcée.

Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, Klaus Regling, directeur général du Mécanisme européen de stabilité, Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne, Pascal Donohoe, président de l'Eurogroupe,  Werner Hoyer, président de la Banque européenne d'investissement... Le gratin de la gouvernance économique de l'UE était réuni par écrans interposés mardi pour une conférence sur «L'Union économique et monétaire par étapes – anniversaires du rapport Werner and des fonds de sauvetage de l'euro», organisée par The Bridge Forum Dialogue, une asbl présidée par  Gaston Reinesch, gouverneur de la Banque centrale du Luxembourg.

«Pierre Werner est une figure paternelle pour le Luxembourg, un diplomate pointu, un ministre des Finances qui connaissait la technicité de la finance et un pionnier», rappelle  Pierre Gramegna (DP), ministre des Finances, en introduction. «Dans son rapport devenu célèbre, il dit: 'L'Union économique et monétaire apparaît comme un ferment pour le développement d'une union politique dont elle ne pourra à la longue se passer'. Aujourd'hui on dirait un 'accélérateur' plutôt que 'ferment'. Mais comment être plus visionnaire que cela?»

Le ministre actuel des Finances en finit avec le souvenir d'une conversation sur la construction européenne avec M. Werner en 1983, au cours de laquelle ce dernier lui a dit: «Ces questions européennes sont très difficiles mais en politique le pire n'est jamais certain». «C'était sa devise, et j'y ajoute qu'il y a toujours de l'espoir quand vous persévérez», conclut M. Gramegna.

**« PHILIPPE WERNER ÉTAIT LA PARFAITE COMBINAISON DU
TECHNOCRATE POINTU ET DU GRAND VISIONNAIRE. »**

Christine Lagarde, présidente, Banque centrale européenne

Les dirigeants des institutions économiques européennes reconnaissent le précieux héritage de l'ancien Premier ministre et ministre des Finances

luxembourgeois. «Il était la parfaite combinaison du technocrate pointu et du grand visionnaire», souligne Mme Lagarde. Construction de l'Union économique et monétaire en trois étapes, irréversibilité du processus, gouvernance macroéconomique, intégration financière, union politique comme objectif final... «C'est lui qui a posé les fondations de beaucoup de ce que nous connaissons aujourd'hui – hormis la Banque centrale européenne.»



Pierre Gramegna intervenait depuis son ministère tandis que Christine Lagarde s'exprimait depuis Francfort et Pascal Donohoe et Valdis Dombrovskis depuis Bruxelles. Laurent Antonelli / Blitz

1 / 3



Mme Lagarde n'hésite pas à pointer les lacunes persistantes de la gouvernance économique européenne. «Nous avons quelque part laissé tomber M. Werner: nos marchés ne sont pas suffisamment intégrés et exacerbent les chocs plus qu'ils ne

les absorbent. Le marché américain absorbe 70% des chocs et le nôtre seulement 25%.» Manque également la coordination des politiques fiscales.

«Le rapport reflète l'essence du projet politique de l'UE qui est d'être toujours en mouvement», commente Pascal Donohoe, président de l'Eurogroupe. «C'est un engagement politique envers la stabilité et le changement en même temps. Nous irons toujours vers le progrès et nous ne devons jamais perdre de vue ce que nous avons accompli, rien que ces derniers mois.»

« ON PEUT ESPÉRER QUE L'UE NE SOIT PAS SIMPLEMENT CAPABLE DE SORTIR DE LA CRISE, MAIS QU'ELLE SOIT PLUS FORTE ET SE DONNE DES PERSPECTIVES VERTES ET DIGITALES. »

Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif, Commission européenne

Une référence aux instruments créés pour faire face aux effets de la crise sanitaire du Covid-19 comme SURE (Soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence) offrant 100 milliards d'euros de garanties pour les États membres devant faire face à des dépenses supplémentaires pour compenser les pertes de revenus des salariés au chômage ou des indépendants.

La Commission a également approuvé plus de 200 décisions nationales visant à soutenir l'économie en levant l'interdiction des aides d'État, et déclenché la clause dérogatoire permettant aux États membres une plus grande flexibilité dans leur budget. La BCE quant à elle a lancé un programme d'achats d'urgence de titres privés et publics pour 1.350 milliards d'euros, et la BEI s'est engagée à investir 20 milliards d'euros supplémentaires dans les PME.

Sans compter le plan NextGeneration de 750 milliards d'euros décidé en parallèle au budget 2021-2027. «Nous sommes tombés sur un accord sur l'instrument de résilience avec 37% des dépenses devant être liées à la lutte contre le changement climatique et 20% liées à la digitalisation», ajoute M. Dombrovskis. «Cela permet d'espérer que l'UE ne soit pas simplement capable de sortir de la crise, mais qu'elle soit plus forte et se donne des perspectives vertes et digitales.»

« IL EST CLAIR QUE LA POLITIQUE FISCALE DOIT ÊTRE COORDONNÉE DANS L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE. »

Klaus Regling, président, Mécanisme européen de stabilité

Une UE qui adapte aussi sa réaction au type de crise, souligne Klaus Regling, président du Mécanisme européen de stabilité, qui regroupe les instruments créés pour contrer la crise de l'euro en 2010: le Fonds européen de stabilité financière et le Mécanisme européen de stabilité financière. Celui qui a en partie rédigé le brouillon du pacte de solidarité et de croissance pour l'Allemagne l'assure: «quand une crise se produit, nous devons être rapides, bien organisés, bien se coordonner entre institutions et gouvernements et fournir un soutien approprié selon la nature du problème à réparer». Ce qui explique que le soutien du MES aux coûts de santé avancés par les États dans le contexte de la pandémie de Covid-19 n'est soumis à aucune contrepartie ou condition, contrairement aux aides fournies aux États membres ayant laissé filer leur dette jusqu'à être pris à la gorge en 2010.

Les héritiers de Pierre Werner s'interrogent désormais sur la durée des mesures d'aide accordées, que ce soit sur la flexibilité budgétaire ou les aides d'État. Et sur les prochaines étapes à franchir pour rendre l'UE plus intégrée.

C'est là que la fiscalité apparaît en ligne de mire. «Il est clair que la politique fiscale doit être coordonnée dans l'Union monétaire», plaide M. Regling, qui appelle aussi les États membres à maîtriser leur endettement pour que la dette reste soutenable. Si M. Donohoe montre un optimisme prudent quant à l'élargissement des sujets fiscaux susceptibles d'être discutés au niveau de l'Ecofin, M. Dombrovskis souligne l'aspect «obsolète» de la taxation de l'énergie décidée en 2003, surtout au regard des objectifs du Green Deal. Et rappelle le travail de la Commission avec l'OCDE sur une taxation des géants du numérique en adéquation avec leurs activités pays par pays. Il évoque encore l'objectif de l'UE de réduire sa dépendance envers les contributions des États membres afin de stabiliser ses ressources. Le marché des quotas et la taxation digitale seraient deux pistes pour y parvenir.

Toujours attachés au principe de la construction par étapes, les héritiers de Pierre Werner ne manquent donc pas d'idées pour perpétuer sa vision et l'adapter à une réalité encore inimaginable dans les années 1970.

Pierre Werner

Klaus Regling

Christine Lagarde

Werner Hoyer

Pierre Gramegna

Stéphane Pallage

Valdis Dombrovskis

BEI

BCE

MES

Eurogroupe

Ecofin

ministère des Finances

DP

Eine Konferenz an der Uni ehrt die Vision Werners

Der Blick zurück



Uni-Präsident Stéphane Pallage, Großherzog Henri und Finanzminister Pierre Gramegna (von links nach rechts). Foto: Anouk Antony

WIRTSCHAFT

„In Zeiten der Unsicherheit für die EU lohnt sich der Blick zurück in die Geschichte“, sagt Andreas Fickers in seiner Eröffnungsansprache der viertägigen Konferenz, die die Universität Luxemburg veranstaltet, um das fünfzigste Jubiläum der Veröffentlichung des Werner Plans zu feiern. Der Direktor des „Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History“ erinnert daran, dass politische und historische Prozesse niemals vorgezeichnet und immer ergebnisoffen sind. „Nichts was heute erreicht ist, kann in der Zukunft als selbstverständlich gelten.“

Erfolg nie gesichert

Die Kernbotschaft, die darin steckt ist wohl die, dass auch wenn ein großer Teil der Vision Pierre Werners von einer europäischen Wirtschafts- und Währungsunion Wirklichkeit wurde, ihr Erfolg zu keinem Zeitpunkt zwangsläufig war. Ebenso ist

keineswegs sicher, dass Europa weiterhin den Weg zu mehr Einigung beschreitet und nicht wieder zurückfällt in Nationalismus und Kleinstaaterei. Die Referenten der Veranstaltung, an der auch Großherzog Henri und Finanzminister Pierre Gramegna teilnahmen, wagten den Blick zurück auf die Persönlichkeit Pierre Werners und seinen Entwurf für eine Wirtschafts- und Währungsunion. „Wenn man den Text des Reports heute liest, ist man beeindruckt, wie weitsichtig das war. Die Probleme, die sie damals vorausgesehen haben, sind die gleichen, die uns heute beschäftigen“, sagt Ramon Marimon, Inhaber des Pierre Werner Lehrstuhls am European University Institute. Gramegna betonte die Wichtigkeit von Werners europäischer Vision für Luxemburg. „Europa ist zentral für unsere Existenz, zentral für unsere Wirtschaft“, so der Wirtschaftsminister. ThK

Heute vor 50 Jahren wurde der Werner-Plan
vorgestellt

Blaupause für den Euro



Europavisionäre unter sich: Robert Schuman und Pierre Werner prägten beide das Projekt der politischen und wirtschaftlichen Einigung des Kontinents. Foto: LW-Archiv



WIRTSCHAFT / THOMAS KLEIN

Als Yves Mersch, damals Präsident der Banque centrale du Luxembourg, 2002 die ersten Euro-Banknoten in der Hand hielt, ging er damit sofort zum früheren Premierminister Pierre Werner. Der 88-jährige Werner war seit einem schweren Schlaganfall kaum noch in der Lage, sich mitzuteilen. „Aber als er den Fünfhundert-Euro-Schein sah, den ich ihm zeigte, ergriff er meine Hand und drückte sie. Er hatte Tränen in den Augen. Für mich war das ein Beweis dafür, dass er immer noch verstand, was geschah, und ich war froh, dass er noch miterleben konnte, dass physische Euro-Banknoten ausgegeben wurden“, erinnert sich Mersch. Wenige Monate, nachdem eines der zentralen Projekte seines Lebens doch noch verwirklicht wurde, verstarb Pierre Werner am 24. Juni 2002.

Bereits im November 1961 hatte der Luxemburger Politiker zum ersten Mal die Einführung eines gemeinsamen europäischen Buchgeldes gefordert, das er „Euro“ nennen wollte. Danach blieb eine gemeinsame Währungspolitik als ein Pfeiler der europäischen Integration eines der zentralen Themen für Werner, wie er immer wieder in Vorträgen und Gastbeiträgen betonte.

Ende der 1960er-Jahre wurde zunehmend deutlich, dass das bestehende Bretton-Woods-System mit seinen starren Wechselkursen nicht mehr die ökonomischen Realität abbildete. Auf der einen Seite stand ein überbewerteter Franc, auf der anderen eine unterbewertete Deutsche Mark. Darüber hinaus hingen Europas Währungen in erster Linie von der Entwicklung des US-Dollars ab.

Daher beschlossen die Regierungschefs der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, des Vorläufers der Europäischen Union, einen Plan auszuarbeiten, um eine Wirtschafts- und Währungsunion zu errichten.

Ziel einer Wirtschafts- und Währungsunion

Dazu wurde ein Sachverständigenausschuss unter der Leitung von Pierre Werner gebildet, der im März 1970 seine Arbeit aufnahm. Dass Werner, der zu diesem Zeitpunkt bereits seit zehn Jahren an der Spitze der Luxemburger Regierung stand, als der Vorsitzende des Ausschusses bestimmt wurde, lag nicht nur an seinem Engagement für eine stärkere Kooperation in Währungsfragen, sondern auch an seiner Persönlichkeit. „Ich habe Pierre Werner als einen Menschen mit einer großen Vision wahrgenommen, der gleichzeitig unprätentiös auftrat. Er konnte selbst zurückstehen, um das große Ganze voranzubringen“, erklärt Yves Mersch. „Er verlor nie den Blick auf die mittlere und lange Frist. Und er hatte den Ruf, gut darin zu sein, Kompromisse zu finden. Das machte ihn zu einem exzellenten Vorsitzenden der Arbeitsgruppe.“ Darüber hinaus war es nicht unwichtig, dass er als Vertreter des damals kleinsten Mitgliedsstaates glaubhaft die Rolle des „ehrlichen Maklers“ zwischen den Interessen der größeren Länder spielen konnte.

So standen sich in der Frage, wie eine Wirtschafts- und Währungsunion am besten umzusetzen sei, die Ökonomen mit Deutschland, den Niederlanden und Italien auf der einen Seite und die Monetaristen mit Frankreich und Belgien auf der anderen Seite gegenüber. „Die sogenannten Monetaristen wollten zunächst die Wechselkurse zwischen den Währungen der Mitgliedstaaten verbindlich und dauerhaft festlegen. Sie versuchten, so lange wie möglich zu vermeiden, dass einzelstaatliche Kompetenzen eingeschränkt wurden, auch wenn das bedeutete, Stabilitätsverluste hinzunehmen“, erklärt Yves Mersch. „Die sogenannten Ökonomen hingegen, wollten damit beginnen, die Wirtschafts- und Finanzpolitik verbindlich zu koordinieren und erst dann Wechselkursparität unwiderruflich festzuschreiben. Ihre Sorge war, einzelne Mitgliedstaaten könnten Wachstum über Inflation finanzieren und so die Geldwertstabilität der gesamten Gemeinschaft gefährden, wenn nicht zunächst Wirtschafts- und Finanzpolitik konvergierten.“

Nach elf Plenarsitzungen und mehreren Treffen fand die Werner Gruppe in der Nacht vom 7. auf den 8. Oktober 1970 schließlich einen Kompromiss zwischen den beiden Lagern. Wie so oft in internationalen Beziehungen, versuchte man, die beiden entgegengesetzten Positionen zu vereinen, indem man sich zunächst auf den kleinsten gemeinsamen Nenner einigte und darauf, die übrigen Themen später anzugehen, so Mersch.

„Der Werner-Bericht ist ein Stufenplan. Die erste Stufe hin zur Wirtschafts- und Währungsunion (WWU) sah lediglich vor, Wirtschafts- und Finanz- und Geldpolitik lose zu koordinieren. Die zweite und dritte Stufe wurden nur generell umrissen, ohne konkreten Zeitplan“, sagt Yves Mersch.

Gemischtes Echo auf die Veröffentlichung des Berichts

Dennoch erwarteten die Autoren des Reports, dass innerhalb von zehn Jahren, also bis etwa 1980, das finale Ziel ihrer Vision von der Wirtschafts- und Währungsunion erreicht werde, erklärt Loukas Tsoukalis von der Paris School of International Affairs. „Der Plan sah unwiderrufliche fixe Wechselkurse und

vorzugsweise, aber nicht zwangsläufig, eine gemeinsame Währung, sowie einen freien Kapitalverkehr vor“, sagt Tsoukalis. „Die Komitee machte darüber hinaus von Anfang an deutlich, dass eine Wirtschafts- und Währungsunion für die Mitgliedsländer auch einen Transfer von Souveränität bedeuten würde.

Entsprechend traf der Bericht nach der Veröffentlichung auf ein gemischtes Echo. Zwar bezeichnete der damalige deutsche Bundeskanzler, Brandt, den Plan als neue „Magna Carta“ der Europäischen Gemeinschaft. Der französische Präsident Pompidou versuchte einerseits den Rahmen zu erweitern und die Themenfelder Vertiefung und Erweiterung im Zusammenhang mit dem Plan zu diskutieren, aber gleichzeitig nicht zu viel Souveränität auf die europäische Ebene zu übertragen.

Daneben war die geopolitische Gesamtlage nicht gerade günstig, um ein Mammutprojekt wie eine Wirtschafts- und Währungsunion ernsthaft anzugehen. So kam es 1973 zum endgültigen Ende des Bretton Woods-Systems, als die Bindung der europäischen Währungen an den US-Dollar-Kurs wegen des hohen Leistungsbilanzdefizits der USA nicht mehr zu halten war. Daneben sorgte der Ölpreisschock von 1973 für einen starken Wirtschaftseinbruch und einen Anstieg der Inflation in Westeuropa. „Entsprechend gestaltete sich die Umsetzung des Plans. Von der Vision eines Integrationsprojekts mit politischem Anspruch blieb zunächst nur die Einigung auf eher lose monetäre Kooperation und ökonomische Koordination innerhalb der Gemeinschaft übrig“, so Yves Mersch.

Obwohl der Werner-Report kurzfristig nur wenige konkrete politische Maßnahmen nach sich zog, gilt er vielen als Blaupause für die Wirtschafts- und Währungsunion. Der Delors-Plan von 1989 und der Maastrichter Vertrag, die schließlich den Weg zur Währungsunion wiesen, greift wesentliche Elemente des Werner-Berichts auf. „Tatsächlich hat sich die Währungsunion – so wie von Werner vorgezeichnet – schrittweise weiterentwickelt hin auch zu einer vertieften Wirtschaftsunion, wenn auch sehr viel langsamer als in Werners Vorstellung. Der Optimismus zur Zeit der Verhandlungen zum Maastrichter Vertrag, an denen ich ja auch beteiligt war, dass der Binnenmarkt die stärkere Konvergenz und Integration allein bringen wird, hat sich nicht voll bestätigt“, so Yves Mersch. Ein

Bereich, in dem die tatsächliche Umsetzung der Wirtschafts- und Währungsreform der Vision der Werner-Vorschläge hinterherhinkt, ist die Koordinierung der Währungspolitik auf verschiedenen Ebenen. „Es fehlt die Symmetrie, die sie in föderalen Staaten vorfinden. In den USA koordiniert die Zentralbank ihre Aktivitäten mit der Treasury. Das ist wichtig, gerade wenn die Zentralbanken wie in der Finanzkrise eine herausgehobene Rolle spielen. Dieses Element fehlt hier“, sagt Ramon Marimon, Inhaber des Pierre-Werner-Lehrstuhls am European University Institute.

Eines der Elemente, die Werner als zentral für das Gelingen der Währungsunion angesehen hat, ist eine stärkere politische Union. „Hier gibt es noch einiges zu tun. Wenn wir Kompetenzen auf die europäische Ebene verlagern, muss das mit einer weiteren politischen Integration und mit demokratischer Rechenschaftspflicht einhergehen. So kann demokratische Beteiligung auf nationaler Ebene nicht einfach durch eine indirekte Beteiligung auf EU-Ebene ersetzt werden“, so Mersch. „Es gilt, weiter an der Ausgestaltung zu arbeiten. In den vergangenen zehn Jahren haben wir als weitere wichtige Schritte etwa die Einführung der Rettungsschirme als Reaktion auf die Finanzkrise gesehen.“

Vater des modernen Luxemburg



P. Werner (links) mit seinen politischen Ziehsöhnen J. Santer und J.-C. Juncker Foto: Jean Weyrich – Copyright Photothèque de la Ville de Luxembourg

WIRTSCHAFT

Pierre Werner (1913–2002) gilt als einer der intellektuellen Väter der europäischen Währungsunion. Gleichzeitig hat er die Politik Luxemburgs nach dem Krieg geprägt wie kaum ein anderer und war an zahlreichen Entscheidungen beteiligt, die bis in die Gegenwart fortwirken. Er studierte an der rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität von Paris sowie an der École libre des sciences politiques. 1938 promovierte er in den Rechtswissenschaften. Der tiefgläubige Werner war Mitglied der „Pax Romana“, der Internationalen Bewegung katholischer Intellektueller, deren Vizepräsident er 1937 wurde. Seine Karriere als Anwalt startete er bei der Banque Générale de Luxembourg (BGL). Während der deutschen Besatzung fertigte er 1942 eine Analyse über die luxemburgische Finanzsituation an, die er mithilfe der französischen Résistance an die Exilregierung in London übermittelte. Nach der Befreiung wurde Werner ein Attaché im Finanzministerium. In dieser Funktion wurde er 1945 damit beauftragt, Ideen für die Neuorganisation des Luxemburger Bankensystems auszuarbeiten. Anschließend wurde er zum Bankkommissar ernannt. In dieser

Funktion war Werner am Wiederaufbau der Infrastruktur der Luxemburger Finanzwirtschaft beteiligt, unter anderem an der Wiederbelebung der wichtigsten luxemburgischen Staatsbank, der Banque et Caisse d'Épargne de l'État. Er vertrat Luxemburg bei internationalen Verhandlungen. 1947 sicherte Werner ein Darlehen der Internationalen Bank für Wiederaufbau und Entwicklung in Höhe von 12,7 Millionen US-Dollar für den Wiederaufbau Luxemburgs. Im Kabinett von Joseph Bech wurde er Finanzminister und schließlich nach den Wahlen 1959 Premierminister. Diese Position bekleidete er – mit einer Unterbrechung zwischen 1974 und 1979 – bis 1984 in verschiedenen CSV-Regierungen, oft in Verbindung mit dem Amt des Finanzministers. In seiner langen politischen Karriere stellte er einige wichtige Weichen für die Diversifizierung der Luxemburger Wirtschaft weg von der Konzentration auf die Stahlindustrie. So prägte er nicht nur die Entwicklung Luxemburgs als international anerkanntes Finanzzentrum. Vielmehr fiel in seine Regierungszeit auch die Entwicklung des Europaviertels in Kirchberg und die Ansiedlung wichtiger Europäischer Institutionen. Daneben trieb er das luxemburgische Satellitenprojekt voran. Die beiden späteren Premierminister und EU-Kommissionspräsidenten Jacques Santer und Jean-Claude Juncker gelten als die politischen Ziehsöhne Werners. 1984 zog sich Werner aus der aktiven Politik zurück und arbeitete unter anderem an der Denkfabrik ECU-Institut in Lyon weiter am Traum der gemeinsamen europäischen Währung. Pierre Werner verstarb am 24. Juni 2002 in Luxemburg.

Der Weg zur vollständigen Integration der EU ist weit

Der Blick nach vorne

WIRTSCHAFT

Die Veröffentlichung des Werner-Plans ist nicht der einzige Jahrestag, den die Europäische Union am 8. Oktober begeht. Heute vor zehn Jahren erblickte auch der Europäische Stabilitätsmechanismus das Licht der Welt. Das Zusammenfallen dieser beiden Meilensteine der Europäischen Einigung zeigt zwei Sachen auf: Zum einen dauert der Prozess der Integration länger, als die meisten seiner Architekten gehofft haben. Und zum anderen sind oft fundamentale Krisen notwendig, um den Prozess voranzutreiben. Ähnlich wie die Finanzkrise viele Mitglieder der Eurozone in solche Finanznöte brachte, dass ein permanenter Rettungsfonds ins Leben gerufen wurde, führt in diesem Jahr die Corona-Pandemie dazu, dass die Europäische Union erstmals gemeinsam Schulden aufnimmt, die sogenannte Aufbau- und Resilienzfazilität.

Hausaufgaben für die EU

Beobachter, die sich in diesen Tagen mit dem Erbe des Werner-Plans befassen, stellen fest, dass es noch ein weiter Weg ist, bis das Zusammenspiel aus monetärer, finanzieller, wirtschaftlicher und politischer Union erreicht ist, das der Luxemburger Premier als das Endziel der Integration gesehen hat. „In mancherlei Hinsicht haben wir ihn im Stich gelassen. Bezogen auf seinen Standpunkt, haben wir heute noch ein 'Work in Progress'“, sagte Christine Lagarde, Präsidentin der Europäischen Zentralbank, diese Woche bei einer virtuellen Diskussionsrunde des Bridge Forum anlässlich des Jubiläums des Werner-Reports. „Die Europäischen Märkte sind eindeutig noch nicht ausreichend integriert. Deswegen absorbieren die europäischen Finanzmärkte externe Schocks auch schlechter als die

amerikanischen“, beschreibt Lagarde die Hausaufgaben, die die Europäische Union immer noch zu machen hat. „Zweitens werden die Haushaltspolitiken (der Mitgliedsländer) nur lose koordiniert und tendieren dazu, prozyklisch zu sein“. Daneben habe Werner die volle finanzielle Integration verlangt. „Wir wissen, dass wir Fortschritte bei der Bankenunion machen und die Kapitalmarktunion abschließen müssen“, so die EZB-Präsidentin. Daneben zeigt sich Lagarde zuversichtlich, dass die Zusammenarbeit der Mitgliedsstaaten in der Corona-Krise und die Schaffung der Aufbau- und Resilienzfähigkeit ein weiterer Schritt in Richtung einer politischen Union mit gemeinsamen Institutionen sein könnte.

ThK